

Paul HEUTCHING

DEMOCRATIE

J'écris ton nom

**Faut-il juger
les "présidents"
africains ?**



BIBLIEUROPE / ABC

02597.1314

32

DEMOCRATIE

J'ECRIS TON NOM

Ma voix dans le tiers monde

Dans le temple pour l'Alliance

Président de l'Assemblée nationale

Assemblée nationale



2001 - 66420

D2

BERNARD
AND PAT

02 01 1005.50.20 -20

Paul HEUTCHING

**DEMOCRATIE
J'ECRIS TON NOM**

En noir dans le Tiers Monde.
Dans le requiem pour l'Afrique.

Faut-il juger les "présidents" africains ?

Essai sur la "démoscopie"



BIBLIEUROPE / ABC



© Editions BIBLIEUROPE / ABC - Octobre 1998.
PARIS

«Toute représentation ou reproduction, intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur, ou de ses ayants-droit, ou ayants-cause, est illicite (loi du 11 mars 1957, alinéa 1er de l'article 40). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal. La loi du 11 mars 1957 n'autorise, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, que les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective d'une part, et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration»

ISBN : 2-911398-21-1



A tous les authentiques militants de la cause africaine, de la Liberté et de la Démocratie.

A toutes les victimes, disparues ou encore en vie, embastillées et torturées, ou exilées de la lutte pour la Liberté, la Dignité humaine, les Droits de l'Homme et la Démocratie dans le Tiers-Monde, particulièrement en Afrique.

A Nelson MANDELA, l'invincible combattant de la liberté et premier président démocratiquement élu de toute l'histoire d'Afrique du Sud (et même du continent tout entier) martyr et de la barbarie venue d'ailleurs pendant plus de trois siècles.

A Aung SAN SUU KYI, héroïne de la lutte du peuple birman pour la Démocratie, et prix Nobel de la Paix, face à une bande de militaires bestialement paranoïaques, soutenus et financés par les multinationales pétrolières et leurs Etats.

A Ken SARO-WIWA et ses valeureux compagnons suppliciés et martyrs de la Démocratie (et de la cause et la survie du peuple ogoni) au Nigeria sous la botte factieuse d'une junte militaire barbare couvrant de honte l'Afrique, mais qui, pour des raisons (avant tout racistes peut-être) d'intérêts économiques (pétrole, marché de plus de 100 millions d'habitants, etc), est toujours soutenue par les puissances et démocraties industrialisées hypocrites, cyniques et complices comme toujours lorsqu'il s'agit en particulier de l'Afrique et des Africains, au mépris flagrant des valeurs et principes proclamés universels souvent par elles avec des sous-entendus.

A Ren WANDING, Zhang XIANLIANG, Fang LIZH, Li LU, Zhang WEIGUO, Wei JINGSHENG et tous les autres héros, vivants ou morts sous la torture ou par balles , du

cauchemardesque "Printemps de Pékin" sur la Place Tian An Men de juin 1989, et des dizaines de millions d'autres Chinois, victimes du gigantesque goulag rouge (le plus vaste système concentrationnaire du monde et de l'histoire) et de la finissante (surtout depuis le 19 février 1997 avec la très rituelle mort de Deng XIAOPING), hideuse et schizophrénique gérontocratie tyrannique de Pékin, courtisée, comme les juntes birmane, indonésienne et nigériane, par les démocraties industrialisées pour les mêmes raisons.

La Démocratie vaincra.

Introduction

*Un long chemin vers la liberté...La lutte est ma
vie. Je continuerai à combattre pour la liberté
jusqu'à la fin de ma vie*

Nelson MANDELA

*Par nature, nous sommes tous et en tout, de
naissance identique, et il est permis de constater
que les choses qui sont nécessaires de nécessité
naturelle sont communes à tous les hommes*

ANTIPHON

La liberté est la fondement de la démocratie

PLATON

Introduction

*Nul combat n'est plus urgent, intemporel et noble que celui
mené au nom de la liberté, celle de soi, plus encore, celle
d'autrui. Un être humain est libre non quand l'autre ne l'est
pas, mais quand l'autre l'est aussi.*

Elie Wiesel,
prix Nobel de la Paix 1986

*La démocratie est le
régime politique naturel de l'espèce humaine...
A mesure que se poursuit
et se diversifie l'aventure humaine, les expériences
démocratiques se font plus rares...
En tant que régime
naturel, la démocratie est la Vérité du politique et sert d'étalon
pour évaluer les autres régimes.*

Jean Baechler
socio-politologue

Le débat idéologique et politique est marqué depuis plus d'un siècle par l'opposition, parfois fascinante et violente, entre démocratie et totalitarisme, entre démocratie libérale (ou occidentale) et démocratie dite "populaire" ou socialiste, ou encore entre démocratie politique et démocratie économique et sociale, et enfin entre libertés formelles à l'Ouest et libertés dites "réelles" à l'Est. Ce long débat a eu lieu exclusivement entre l'Est et l'Ouest, aussi bien chez les auteurs que chez les géopoliticiens. Le **Tiers Monde** (expression formulée après la Seconde Guerre mondiale par l'économiste et démographe français Alfred Sauvy, par rapport aux deux blocs de la période de la Guerre froide) en a été fait exclu soit comme une espèce de planète étrangère à l'univers, non-monde et

marginalisé, soit comme quantité négligeable du système mondial. Le terme et son contenu sont devenus synonymes de sous-développement chronique, de pauvreté et de misère irrémédiables pour les quatre cinquièmes de la population mondiale. Et le Tiers Monde, qui, même dans le passé, n'était pas un bloc ni une entité, a éclaté aujourd'hui pour avoir une autre dimension et un autre contenu ; l'Afrique en est dernière de la classe. Cette Afrique d'où naquit pourtant l'Humanité.

Aujourd'hui encore après la pitoyable fin de l'URSS, ce débat est loin d'être clos, et le Tiers Monde où pourtant la démocratie a le plus grand mal à s'installer et à fonctionner et que symbolise à elle seule l'Afrique en perdition - et sans doute définitivement mal partie - ne semble toujours pas intéresser véritablement grand monde (on ne s'intéresse épisodiquement qu'à ses drames, ses tragédies, ses désastres humains). Du coup, la démocratie comme concept et surtout comme système d'organisation et de gestion politiques pour le bonheur et le bien-être humains, n'a pas trouvé de définition et/ou de solution unanimes et satisfaisantes. La démocratie qui s'analyse et suit les mouvements de l'histoire plus qu'elle ne se définit, est un fleuve plutôt tumultueux.

C'est un système en mouvement continu, en aménagement et en renforcement constants. Tel un corps vivant qui a vitalement besoin de s'alimenter.

La démocratie, c'est plus un processus, un mode d'organisation politique et socioculturelle qu'un système figé dans les institutions et/ou dans les hommes de pouvoir et dont le politologue Schumpeter dit (in *capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, 1963) : "*La méthode démocratique est le système institutionnel, aboutissant à des décisions politiques, dans lequel des individus acquièrent le pouvoir de statuer sur ces décisions à l'issue d'une lutte concurrentielle portant sur les votes du peuple...*".

Cette définition (d'un spécialiste) n'est pas des plus claires et des plus simples, mais tout (ou presque) y est et elle est plus

pratique, parlante là où la démocratie existe. Ce qui exclut hélas les Etats du Tiers Monde.

Au lieu de se lancer dans une définition incertaine - on le fait, on en débat depuis Socrate, Aristote et Platon - plurielle et évolutive de la démocratie, on peut faire autrement en observant plutôt ses effets dans les pays qui ont la chance de la choisir, de la connaître et de la vivre, même avec ses insuffisances (rien n'est parfait !). C'est là que fonctionnant, évoluant dans et avec le temps (et l'espace), elle sert d'étalon ; c'est-à-dire comme une espèce de modèle déposé¹, plus vrai aujourd'hui que jamais. C'est un antidote universel à tous les autres régimes tyranniques, par vocation, ou par essence même et en tout cas depuis l'invention ou la formulation de son concept il y a quelque 2500 ans (VIe ou Ve siècle Avant J.-C. à Athènes).

La démocratie n'est peut-être pas le meilleur des régimes politiques existants connus ; mais c'est celui qui opprime directement le moins l'homme², le citoyen et lui offre les chances et le minimum de conditions et de moyens d'existence et d'épanouissement. Même si ce n'est pas toujours ni la majorité numérique des citoyens, ni ceux d'entre eux qui en ont le plus besoin qui bénéficient réellement de ces chances et de ces conditions et moyens (telles que les démocraties américaine, européennes ou japonaise où, et la

1 - Jean BAECHLER, *Démocraties*, Paris, Calman-Lévy, 1985.

- *Précis de la démocratie*, Paris, Calmann Lévy, 1994

- Alain TOURAINE, *Qu'est-ce que la démocratie ?* Paris, Fayard, 1994. L'auteur en 300 pages serrées a fait la synthèse des définitions et des mutations du concept et de ses applications dans le temps et dans l'espace.

2 - La définition classique (courante même) de la démocratie est : Gouvernement du peuple par le peuple, pour le peuple.

Dans la pratique, la démocratie disait Winston L.S. Churchill, est le pire des systèmes politiques à l'exclusion de tous les autres. Tandis que pour Montesquieu, lorsque dans la République le peuple en corps a la souveraine puissance, on est en démocratie.

Au-delà de la boutade de Churchill et des diverses définitions depuis Athènes, IV^e siècle avant Jésus-Christ, l'on peut dire que la **Démocratie** désigne un régime "civilisé" par rapport aux régimes non démocratiques infiniment plus nombreux dans le monde aujourd'hui. Il n'y a qu'une vingtaine de régimes réellement ou conventionnellement démocratiques sur plus de 190 pays recensés par l'ONU. Et encore ! Car pour certains la démocratie n'est que la dictature de la majorité ou de la loi (et la dictature c'est la dictature !).

récession économique mondiale actuelle depuis plus de deux décennies, des fractions entières, considérables de populations sont exclues parfois sans espoir du champ socio-économique et politique ou civique). C'est un régime qu'on peut qualifier de "civilisé", par rapport aux régimes totalitaires fondés et fonctionnant sur la barbarie la plus brute qui soit, sur la haine de la liberté, le mépris du peuple, la mort, le racisme ou d'autres formes de discrimination plus ou moins institutionnalisées.

La démocratie permet l'alternance politique, la moralisation ou la tentative réelle de moralisation et le partage du pouvoir inconcevables dans les régimes totalitaires dont regorge principalement le Tiers Monde (et surtout l'Afrique) ; même si sa fonction moralisatrice bat de l'aile partout aujourd'hui avec la corruption généralisée, les scandales en tout genre et l'amoralisme politique croissant.

Instaurer un autre régime par la violence directe ou indirecte et quelles qu'en soient les causes et les circonstances, est un acte contre nature, parfois un crime contre l'humanité. Et l'on sait que toutes les tentatives de faire prétendument mieux ont jusqu'ici conduit exactement à l'inverse, au pire, à des systèmes mortifères ; de Berlin (1939-1945) à Pékin *via* Moscou, tout ce vaste mouvoir qu'est le continent africain, Santiago du Chili, Buenos Aires des généraux et Port-au-Prince sous les Duvalier et leurs successeurs putschistes. Tant de révolutions ou prétendues telles ont tourné aux cauchemars et n'ont été que des manifestations diaboliques pour des gens à qui on promettait le paradis.

Les humains naissent et ne peuvent naître que pour la liberté et la démocratie avant toutes autres choses. Tous ceux qui s'opposent d'une façon ou d'une autre à la démocratie sont des chiens. Leurs criminels complices, encore plus.

Certes, il n'existe pas de modèles universels incontestables de démocratie. Mais, *a contrario*, elle est indéniablement absente partout où l'on ne trouve pas les principes

universellement essentiels qui la fondent sous la forme des exigences minimales suivantes :

- liberté d'expression, de la presse, d'opinion et de pensée ;
- droit de vote libre et secret (avec un multipartisme libre et total limitable seulement sur le terrain par les citoyens électeurs) permettant de choisir des hommes et des femmes (négligées, piétinées et parquées dans des ghettos depuis la nuit des temps par les hommes partout) aux fonctions dirigeantes ou législatives (chambres des députés ayant des pouvoirs réels de légiférer et de contrôler) et devant conduire à l'alternance ; l'élection dans ces conditions étant une des mesures importantes du degré de démocratie d'un pays démocratique digne de ce nom ;
- débat politique totalement libre ;
- Habeas Corpus, le sort des minorités et surtout des femmes (égalité des sexes, statut personnel par exemple) qui sont toujours numériquement majoritaires dans tous les pays mais partout victimes d'apartheid sexiste ;
- séparation de pouvoirs réelle entre l'Exécutif, le Législatif et le Judiciaire ;
- un État de droit ayant des lois librement conçues et votées applicables à tous (hommes et institutions confondus) et offrant aux citoyens des moyens réels de faire face à l'arbitraire du Pouvoir et de l'Administration ; c'est fondamental ;
- une Administration impartiale dont les agents sont recrutés sans népotisme, pour se mettre au service du pays et des citoyens et non l'inverse (comme on le voit aujourd'hui partout dans le Tiers Monde) ;
- une armée réellement nationale pour défendre le pays et les institutions démocratiquement mises en place, et non un homme ou un régime décrié et dangereux (types fascistes gardes présidentielles africaines vues à l'oeuvre au Rwanda par exemple, au Zaïre, au Tchad, au Cameroun ou au Togo) ;
- des contre-pouvoirs comme les syndicats et d'autres associations ou organisations de citoyens ou de la société

civile.

Toutes ces exigences doivent rester constamment perfectibles, car, au-delà de ces valeurs fondamentales universelles et du mécanisme des institutions, de la technique d'organisation politique (élections libres et transparentes, libertés individuelles et collectives, gouvernement, alternance au pouvoir, séparation des pouvoirs, etc.) et de la rhétorique qui les accompagnent, **la démocratie est une philosophie, tout une culture, un humanisme, une forme capitale d'évolution humaine et sociale, un genre et un modèle de vie et donc de développement des sociétés.** La vocation de la démocratie, les buts à lui assignés et le respect rigoureux des principes qu'elle pose, sont au moins aussi importants que sa description historique et littérale ou de sa définition, d'Athènes au IV^e siècle avant J.C. jusqu'à nos jours.

Mais, et surtout, et pour actualiser, plus de deux mille ans après, la pensée profonde de Platon (même s'il fut plus grand théoricien qu'un vrai démocrate mais personne ne le fut à l'époque à Athènes où naquit le concept de démocratie), la Liberté, le Droit, la Souveraineté populaire et la Justice sont le fondement et le socle irréductible de la démocratie. Un régime démocratique est avant tout celui dans lequel les citoyens influent sur la marche et/ou la gestion politique, socioculturelle et économique du pays (alors que dans les dictatures dont regorge le Tiers Monde notamment, les citoyens ne comptent pas) et individuellement, chacun d'eux a une chance théorique au moins d'accéder aux postes de responsabilité les plus élevés de l'État (présidence de la République, membre du gouvernement, Parlement, etc.) non patrimonialisé.

En Amérique du Sud, en Asie, et surtout en Afrique, les "démocraties" n'en ont que le nom, le manteau, souvent à usage extérieur pour les besoins de la coopération ou de la mendicité financière. Le vent de démocratisation qui a soufflé plus ou moins sur le monde à la suite de la chute du Mur de Berlin en 1989 n'a fondamentalement rien changé dans

l'ensemble de cet espace géopolitique qu'est le Tiers Monde³. Assez peu d'ouvrages ou d'auteurs ont cherché à dépeindre cette situation et cet espace dramatiquement réfractaire à la liberté et à la démocratie moderne, par rapport à tout ce qu'on a consacré aux démocraties établies et aux deux grands blocs idéologiques jusqu'à ces dernières années. Même en ajoutant à ces démocraties établies et/ou plus ou moins industrialisées pour lesquelles on a fait tant et beaucoup écrit, les pays de l'ex-bloc communiste d'Europe de l'Est⁴ qui tentent de refaire, avec plus ou moins de réussite, leur démocratie et ressusciter leur économie depuis 1990, cela fait peu de monde sur plus de cinq milliards cinq cents millions d'habitants que compte la planète, et pour l'essentiel, les pays riches du Nord suivants :

3 - L'expression **Tiers Monde** on la doit à l'analyste économique et démographe français, Alfred SAUVY qui la formula dans les années cinquante dans un de ces raccourcis littéraires qui marquent et restent dans l'Histoire. Elle désignait à l'origine le reste du monde par rapport aux deux Blocs de l'après-Guerre (contexte de la Guerre Froide). Aujourd'hui Tiers Monde est souvent synonyme du Sud, ou de pays sous-développés. Il a éclaté pour ne plus se trouver seulement dans le Sud mais également dans l'hémisphère Nord (TD Quart Monde, augmentation des exclusions et de misère partout dans les démocraties du Nord depuis plus de vingt ans, plus les pays éclatés de misère et de violence de l'ex-bloc communiste de l'Europe de l'Est).

4 - Après la désintégration et l'écroulement de l'empire soviétique 1989-1993, les ex-pays de l'URSS (et ses satellites et assimilés comme la Yougoslavie et l'Albanie) englués dans des guerres civiles, nationalistes et ethniques, les barbares d'un autre âge et la misère crue, sont durablement tombés aujourd'hui au niveau des pays du Tiers Monde classique. Tragédie de l'après communisme en plus.

Il s'agit de pays suivants récemment libérés du communisme stalinien : la Pologne, la R.D.A. incluse à l'ex-R.F.A. en 1990 (réunification des deux Allemagnes), la Bulgarie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie (aujourd'hui disloquée en république tchèque et la Slovaquie depuis le 1er janvier 1993), l'Albanie et l'ex-Yougoslavie en pleine tragédie avec des méthodes et des activités horribles qui rappellent le nazisme. Économiquement et socialement, il faut à ces malheureux pays pour s'en sortir (si la crise mondiale leur en laisse le temps) autant de temps qu'ils ont subi le communisme et l'hydre du stalinisme.

Union européenne ⁵	300 000 000 hab.
États-Unis d'Amérique	250 000 000 “
Japon	120 000 000 “
Russie et autres ex-pays d'Europe de l'Est	405 000 000 “
Canada	50 000 000 “
Océanie	35 000 000 “
Pays Scandinaves	20 000 000 “
Suisse	10 000 000 “

Total	1 190 000 000 “

Soit un milliard deux cents millions d'habitants en arrondissant, sur plus de cinq milliards cinq cents millions. Une goutte d'eau, par rapport à l'immense masse de 4 milliards 300 millions d'êtres humains (dont près de 2 milliards vivent en dessous du seuil de pauvreté absolue, c'est-à-dire avec moins de 1 dollar par jour et par personne) sous les régimes non démocratiques, totalitaires du Tiers Monde ou “pays en voie de développement⁶” dans le vocabulaire économique et

5 - Ex-C.E.E. devenue Union européenne le 1er novembre 1993 dans la suite du très cahotant Traité de Maastricht et 15 membres depuis le 5 mai 1994, avec l'admission de l'Autriche, de la Suède, de la Finlande et de la Norvège (l'adhésion définitive ne s'est réalisée qu'après le référendum populaire dans chacun des pays des nouveaux membres) ; en attendant l'arrivée vers la fin du siècle des pays de l'Est, ex-communistes, via l'UEO (Union de l'Europe Occidentale) et même l'OTAN où ils sont déjà partenaires depuis le début de 1994, la Russie exceptée. Mais est-ce que l'Union à 15 ou à 20 et plus, marchera mieux qu'à 6 ou à 12 ? Pas sûr ; ce serait même le contraire pour un continent qui a tendance à se replier de plus en plus sur lui-même, malade de divisions séculaires et d'impuissance consommée en Bosnie martyre, en Tchétchénie et dans bien d'autres catastrophes humanitaires actuelles sur la planète (Rwanda, Haïti, Afghanistan, Somalie, Burundi, Libéria, etc.).

6 - Sauf que cela concerne les 4/5 de la planète, ni l'image ni l'expression “Tiers Monde” dont on a indiqué précédemment l'origine, la naissance et l'auteur dans les années cinquante, n'ont plus grand sens aujourd'hui après la fin des blocs par rapport auxquelles on l'a formulée à l'époque. La seule division actuelle est celle profondément inégale et grandissante entre un Nord petit (un peu plus d'un cinquième de la population mondiale) et riche malgré les soubressauts provoqués par deux décennies (et ce n'est pas fin) de récession, et un Sud immense naufragé sans espoir. L'expression recouvre aujourd'hui des réalités pires qu'à l'origine, en ampleur et en profondeur. Ces réalités concernent le tragique sort des 4/5 de la planète aggravé par un climat de

géopolitique. Cette masse, ce déséquilibre doivent aller grandissants avec l'augmentation de la population mondiale (6 milliards d'ici le début du millénaire prochain). Pourquoi les auteurs et les spécialistes ne parlent ou ne traitent-ils pas assez de ces régimes d'enfer⁷? Est-ce une complicité (objective et/ou subjective) ou une complaisance ? Si ces régimes sont inclassables (entre régimes démocratiques et dictatures officielles), est-ce une raison pour négliger le sort des milliards d'habitants victimes ?

Ces régimes du troisième type concernent les quatre cinquièmes de l'Humanité. Pire, les frontières de cette espèce de "tri démocratique" ou de démocratie coïncident avec celles du tri économique entre riches (1/5) et pauvres (4/5) ; ce qui est encore plus grave, plus flagrant, plus injuste, plus cruel et donc plus inacceptable. Derrière un vernis démocratique totalement contredit par la réalité et grâce à la complicité des démocraties consacrées (ou occidentales) cyniques et mercantiles (les affaires, les intérêts et la balance commerciale avant la défense de la liberté, des droits de l'homme et de la démocratie, comme on le voit avec l'Afrique, la Chine, la Birmanie - et même la Turquie - et les affaires Salman Rushdie et Talisma Nasreen notamment), ils cachent leur vrai visage de monstres antidémocratiques.

Telle sera ici notre préoccupation. Tel sera l'objet de nos

de violences humaines généralisées et d'apocalypse qui hante, semble hanter l'Humanité tout entière.

Voir :

- Sylvie BRUNEL (sous la direction de), Tiers Monde : controverses et réalités, Economica, Paris, 1987.

- Elio COMARIN (sous la direction de), L'état du Tiers Monde, La Découverte, Paris, 1987 (Publication annuelle).

- Bernard CHANTEBOUT, Le Tiers Monde, Armand Colin, Paris, 1986.

7 - Cependant, depuis peu, les universitaires africains constitutionnalistes notamment, commencent à s'y intéresser dans leurs analyses et commentaires ; ce malgré les obstacles multiples : absence totale de documentation (l'Afrique tout entière n'a pour ainsi dire pas de bibliothèque digne de ce nom par exemple), hostilité dangereuse des autorités politiques, par peur et intolérance à l'endroit de toute vérité objective ou scientifique en ce domaine et qui heurterait surtout de près ou de loin, la vérité officielle imposée par des dictatures en place.

réflexions au centre desquelles l'Afrique profondément malade.

Au nom de la Liberté.

Au nom de la Démocratie.

Chapitre I

Tiers Monde, cimetièrre de la démocratie

On ne manque pas d'institutions parlant et explicitant la démocratie partout dans les pays du Tiers Monde. C'est plutôt la pléthore; mais ce sont de simples décors d'apparence démocratique (à "l'occidentale" comme une pièce rapportée) pour mieux tromper. Dans ces beaux décors, nos présidents de droit divin mettent en place des pratiques despotiques, tyranniques et cruelles. Les enfers peints aux couleurs du ciel en somme. La comédie est si bien agencée que, parfois, les démocrates établies, les croient de bonne foi et les soutiennent politiquement, financièrement et même militairement. Or tous ces dispositifs institutionnels ne sont que des aspects trompeurs, pour leurrer l'opinion internationale et les bailleurs de fonds. En réalité, tout est perverti par des présidents et chefs d'État, par les gouvernements et les parlements qui ne le sont que pour le décor. La justice est fictive, puisque le pouvoir judiciaire est inexistant.

Ce sont des régimes autocratiques ; et les parlements, de vrais troupeaux de moutons qui, se contentent d'enregistrer les diktats. On l'a vu au Proche-Orient, pendant la guerre du Golfe, et au coeur de la prétendue démocratisation des régimes africains. Pire, même ces mauvaises lois ne sont pas respectées par leurs auteurs.

L'Afrique bat tous les records de piètres gouvernants, fous, mégalomanes, traîtres à leurs peuples, prévaricateurs, érigeant le népotisme et le crime politique en système de gouvernement. C'est la terre promise pour les dictateurs sanguinaires,

déracinant leurs sujets et créant des famines. C'est un condensé de toutes les tares politiques et socio-économiques que même l'Afrique du Sud post-apartheid (institutionnellement parlant du moins) de Nelson Mandela depuis le 10 mai 1994 ne peut cacher. La preuve : l'apocalypse du Rwanda, le Soudan, le Burundi, l'Algérie, les Guinéés, le Libéria, le Niger, le Nigeria, le Kenya, le Zaïre, etc. L'Afrique socio-économiquement et politiquement sinistrée, à feu et à sang, est plus que jamais un continent en perdition. Les Africains, "dirigeants" en tête, en ont-ils seulement conscience? Probablement pas. Et c'est tragiquement suicidaire.

I. Les décors constitutionnels vides

*Toute société dans laquelle
la garantie des droits n'est pas assurée,
ni la séparation des pouvoirs déterminée
n'a point de constitution.*

(Déclaration des droits
de l'homme et du citoyen (1789))
France, article 16

*La constitution, c'est une enveloppe.
La question c'est de savoir ce qu'il y a dedans.*

Général de Gaulle.

*Les constitutions républicaines et
celles qui le sont moins font t
raditionnellement référence
aux droits fondamentaux
qu'une société civilisée reconnaît
à l'homme et au citoyen...*

François Mitterrand.

Dans tout État, la démocratie se définit avant tout par l'existence d'institutions ou d'organes démocratiques, dont le principal est la constitution, loi fondamentale issue d'un ensemble de règles régissant les rapports entre gouvernés et gouvernants.

Plus simplement, c'est le constat précis des relations entre l'État (ou la société politique) et les citoyens. C'est sa première

raison d'être¹ ; jamais elle ne peut constituer un simple décor devant lequel on pratique un véritable totalitarisme. Pour un pays donné, elle correspond à ce que sont, pour le corps humain, des organes tels que le coeur, l'estomac, le cerveau. Ce document doit donc concrétiser, personnifier, organiser et régler ou réguler même la vie et les activités politiques et son existence juridique dans le monde actuel. Mais tout cela à la condition d'être réellement conçue; sinon en démocratie elle n'a aucun sens ni signification juridique. Elle ne serait alors qu'un pacte unilatéral, aménageant et répartissant les privilèges et avantages que se sont accordés un homme ou des groupes d'hommes. Il en est ainsi dans les pays du Tiers Monde, l'Afrique et l'Asie en tête.

Par conséquent, ces pays n'ont rien d'États, *a fortiori* d'États démocratiques. Ils n'ont même souvent rien de nations. On y trouve des groupes d'individus usurpateurs, et non des gouvernements responsables animés par des patriotes, respectueux de l'humanisme et des grandes valeurs démocratiques, républicaines et universelles.

Entre les mains de nos princes, la constitution devient un simple papier comme les autres, un chiffon de papier dont on peut faire ce qu'on veut. Aussi, nos malheurs proviennent-ils de cette dégradation politique entraînant des conséquences néfastes dans tous les domaines de la vie du pays. Ils en ont fait une arme efficace de perpétuation de leur présence au pouvoir et de bien d'autres manipulations diaboliques.

Certes, une constitution n'est jamais immuable. On peut la retoucher si certaines conditions le justifient. Mais ces retouches ne doivent être qu'exceptionnelles et prévues ou réglementées avec précision². Ce serait lourd à opérer dans un

1 - C'est le document qui concrétise, personnifie, organise et régule la vie, l'existence et les activités politiques d'un pays. Il personnifie et concrétise l'existence juridique du pays. C'est le temporel de l'État et par-delà le pays même tout entier.

2 - L'on ne conçoit pas les choses autrement dans un État respectable régi par une constitution digne de ce nom. Tel n'est pas le cas des États du Tiers Monde où les présidents souvent à vie de fait (État d'Afrique Noire, Cuba, etc.) ou formellement (Tunisie de Bourguiba, Malawi, Indonésie, etc.) font ce qu'ils veulent, comme ils

État digne de ce nom. Or ce n'est pas le cas dans le Tiers Monde où les présidents font ce qu'ils veulent et à leur guise en s'autoproclamant "pères de la nation", chefs d'États ou de partis uniques qui se confondent avec le pays tout entier. Ils n'ont de compte à rendre à personne, ni aux peuples dépouillés de leur souveraineté ni à l'opposition considérée comme la peste et interdite d'existence, ni même aux partis uniques dont ils sont maîtres absolus ni aux "parlementaires" proprement inexistantes. Ils ont l'air de camoufler les constitutions et tous leurs organes.

Qu'on le veuille ou non, la vie est faite d'emprunts, implicites ou explicites; ce qui n'est pas grave³. L'importation d'une constitution en "prêt-à-porter" (selon la formule du Professeur Joseph Ki-Zerbo) ne pose pas vraiment de problème. Le plus grave ici c'est qu'après cette importation en Afrique, on ne l'applique pas. Si nos princes ou monarques auto-élus appliquaient les constitutions importées, logiquement (mais sans nier les difficultés créées par l'histoire de leur pays), on enregistrerait bien des progrès dans :

- l'apparition ou l'amélioration du niveau de l'exercice politique du peuple,
- le respect des principes moraux, et de la personne humaine,
- la liberté d'opinion et d'expression,
- la séparation des pouvoirs, en évitant le culte de la personnalité,
- le développement politique du pays, avec ses effets socio-économiques et culturels.

Hélas, il n'en est rien de tout cela.

veulent et quand ils veulent avec ce chiffon de papier qu'ils osent nommer constitution; n'ayant de compte à rendre à personne dans des systèmes monolithiques verrouillés de toutes parts.

3 - Le problème, il est qu'on importe ces constitutions en Afrique tout particulièrement, pour se satisfaire d'en avoir une et c'est tout. Le problème, le malheur est dans la non application de ces constitutions (et même de leur existence pour mieux se cacher, se réfugier derrière dans des systèmes totalitaires). Car imaginez un instant l'application réelle et totale des constitutions française, britannique (il n'y en a pas d'écrite formellement dans ce pays), italienne ou américaine dans un quelconque État africain !

Ces constitutions importées s'abritent derrière de belles et généreuses devises nationales pour mieux faire régner la dictature ; aucun dirigeant ne respecte le millième seulement de leur contenu. Dans les démocraties occidentales (l'expression n'a vraiment plus de sens aujourd'hui), le "monde civilisé", on s'abrite tout aussi bien derrière ces formules pour affirmer que nos maîtres ne sont pas des dictateurs antidémocratiques, mais des hommes sûrs (à leurs yeux). C'est une mascarade, une parodie, un masque. C'est du cynisme. Et même du racisme.

Même le processus de démocratisation qui se généralise depuis le début des années 90 est une opération de simple vernis ; il crée plus des démocraties sans démocrates (Algérie, Cameroun, Mexique, Guinée, Sénégal, Tunisie, Égypte, Côte d'Ivoire, Saint-Domingue, etc.) que de véritables États de droit et démocratiques, nourris de valeurs républicaines et d'alternances politiques "civilisées". Seule l'Inde, la plus grande démocratie du monde, tente de sauver l'honneur depuis quarante ans. On attend beaucoup de l'Afrique du Sud de Mandela. La démocratie, ce n'est pas seulement le jeu des institutions huilées par la rhétorique ; c'est aussi, concrètement la volonté, la détermination pour chercher et faire le bonheur et la protection des peuples.

L'important, ce n'est pas la constitution, mais son contenu et la pratique démocratique⁴. Le problème n'est pas dans la quantité et la qualité des institutions politiques, mais dans la qualité et la compétence des gouvernants. Dans l'une des plus vieilles démocraties du monde, le Royaume-uni, il n'y a pas de constitution écrite. Pourtant, la démocratie y fonctionne mieux que partout ailleurs. La Suisse, terre presque perdue de démocratie directe, constitue également une exception (mais

4 - A la limite, on se passerait même d'une constitution (cependant si ou quand elle existe, elle doit avoir été techniquement et surtout démocratiquement élaborée et votée démocratiquement et non octroyée royalement par un tyran ou un gang au pouvoir). A preuve, il y a des pays ou au moins un, l'une des plus vieilles démocraties classiques du monde où il n'y a pas de constitution écrite. L'Angleterre (ou plutôt le Royaume Uni).

abritée derrière une neutralité fort ambiguë, c'est hélas, le paradis de tous les biens et finances mal acquis partout sur la planète, y compris l'or nazi spolié aux victimes de l'Holocauste de 1939 à 1945).

La constitution ne fait pas la démocratie; mieux il peut y avoir démocratie sans constitution. Sans doute même, la démocratie est-elle encore plus vraie et authentique. Le reste ne serait plus qu'un garde-fou.

Lucien A. Privost-Paradol a écrit : *“Ce n'est pas le nom conventionnel des institutions qui nous préoccupe pour connaître l'état d'un peuple, mais leur tendance générale, leur jeu habile et leurs conséquences quotidiennes.”*

Dans les États africains, plus que dans le reste du Tiers Monde, les faits, le vécu politique et socio-économique contredisent les fausses apparences des titres des constitutions affichées par les gouvernements qui les exhibent et les défendent par intérêt personnel⁵. Même le processus de démocratisation en cours en Afrique depuis 1990 (La Baule, cette supercherie de juin 1990, pour les pays francophones) est une grosse farce. À deux ou trois exceptions près, (le Bénin, la Zambie, le Mali, le Cap-Vert), c'est l'échec. De Dakar à Nairobi, d'Alger à Luanda, rien de changé sur le fond, malgré

5 - Et c'est bien par mauvaise foi caractérisée que les tyrans de tous les pays du Tiers Monde (d'Afrique plus particulièrement) vous exhibent “la constitution” lorsque vous leur faites remarquer qu'il n'y a pas la démocratie chez eux et donc pas de respect des droits de l'Homme, des libertés et de la dignité humaine. C'est précisément ce que font aujourd'hui les présidents africains souvent en place depuis près de 40 ans, pour s'opposer à la conférence nationale (et à toute évolution politique donc). Cette espèce d'états généraux à l'africaine née avec de vaines tentatives de démocratisation sur le continent depuis 1990 (partiellement au moins, à la faveur de la chute du Mur de Berlin en novembre 1989 et la fin de l'URSS et du bloc communiste européen qui ont activé et/ou encouragé la lutte des peuples africains pour les changements démocratiques enfin sur le continent). Malheureusement c'est globalement l'échec partout. **La Conférence Nationale** inventée à cette occasion par les Africains en lutte, a pour ancêtres l'arbre à palabres et l'Agora de l'ancienne Égypte et la Grèce. Moyen de restaurer la souveraineté populaire et d'effacer l'ordre ancien pour mettre en place un ordre démocratique. C'est à notre avis un apport, une contribution de l'Afrique au débat sur la démocratie qu'elle ne connaîtra peut-être jamais tout à fait.

la fin difficile de l'apartheid à Pretoria ; mais l'Afrique du Sud reste un cas à part (et à suivre).

La dernière image de cet échec que l'Afrique vient de donner au monde est la région des Grands Lacs dont les deux pays (faux) jumeaux et martyrs que sont le Rwanda traumatisé pour longtemps et le Burundi à feu et à sang et dont on a cru un moment entre 1991 et 1993, la fin de l'apartheid ethnique et de la tragédie. Melchior Ndadayé, premier président démocratiquement élu de ce pays a été froidement assassiné le 21 octobre 1993 avec ses principaux ministres ainsi que le président de l'Assemblée nationale, par une horde de militaires putschistes tribalistes nostalgiques qui ont recidivé le 25 juillet 1996. Au-delà de la personne du défunt président dont le monde entier a salué la mémoire, ces putschistes fous ont impunément assassiné un espoir et replongé le Burundi, mais aussi toute la région des Grands Lacs, dans une tragédie sans fin confirmée par le désastre du Rwanda. Six mois plus tard, le 6 avril 1994, son successeur, Cyprien Ntaryamira subissait le même sort en compagnie du président rwandais Juvenal Habyarimana dont l'avion fut abattu à l'atterrissage à Kigali (soit par les éléments de sa propre garde prétorienne farouchement opposés avec ses autres partisans, à la moindre libéralisation du régime dictatorial en place depuis 1973, soit par d'autres acteurs nationaux et/ou étrangers de la terrible tragédie rwandaise qui couvait depuis plus de trente ans, comme partout ailleurs sur le continent africain). Son propre successeur constitutionnel et son équipe, pris en otage et terrorisés par l'armée (entièrement monoethnique) inspirée par une poignée d'anti-démocrates issus de l'ex-parti unique, ne pouvaient gouverner normalement le pays jusqu'au nouveau coup d'Etat du 25 juillet 1996 qui les a définitivement écartés du pouvoir. Le génocide type rwandais plane toujours sur ce pays avec des répercussions incalculables sur l'ensemble de la région des Grands Lacs. Et le énième coup d'Etat du 25 juillet 1996 peut être le signal de départ. Il achève, avec les mêmes cerveaux et acteurs, le complot (contre la démocratie)

commencé le 21 octobre 1993. Par le jeu des alliances, locales et internationales (les effets de la Guerre froide continuent en Afrique), la région est en train de littéralement exploser depuis fin 1996.

La tragédie fut à son comble, avant de virer proprement à une gigantesque catastrophe humaine au Rwanda après cet attentat suivi de l'impardonnable abandon précipité, lâche et honteux de ce pays (et par-delà de l'Afrique tout entière) par l'ONU où les Cinq du Conseil de Sécurité (où l'Afrique, 800 millions d'habitants, n'est pas représentée alors que l'Europe seule y a trois représentants) font la loi, les grandes puissances et ce qu'on appelle la communauté internationale, avant d'y retourner trois mois plus tard gesticuler et verser les larmes de crocodile. Ce qui permit à l'armée et aux milices (les "interhahamwe", c'est-à-dire, en kinyarwanda : les "génocisseurs collectifs") du régime nazi tropical de commettre contre les démocrates rwandais et surtout contre la composante "tutsie" de la population, l'un des plus grands génocides de tous les temps : près d'un million de personnes massacrées en trois mois et plus de trois millions d'autres déplacées dans l'indifférence générale criminelle (contre l'Humanité) de l'ONU en général et des puissances qui la dominent en particulier.

Elles ont laissé ainsi se faire le pogrom, le désastre, l'apocalypse au Rwanda. Honte à vous, messieurs de l'ONU et des grandes puissances ! Toute la gesticulation militaro-géopolitique, tout le tapage médiatico-humanitaire faits autour de cette surcatastrophe, de ce génocide, ne sauraient vous laver de la complicité avec des présidents africains assassins, de la non assistance à peuples en péril, du racisme à l'égard d'un continent que l'on ne cesse de martyriser depuis mille ans, de la forfaiture et de la honte.

Ces tragédies, après celles de la Somalies, du Libéria, du Soudan, du Togo, ou demain celles du Zaïre, de l'Algérie, du Cameroun, du Nigeria, du Kenya, etc., prouvent s'il en était encore besoin, que l'Afrique n'est hélas capable aujourd'hui de

n'offrir au monde moderne que de mauvaises surprises et des images cauchemardesques sur lesquelles on reviendra plus loins (chapitre IIe). L'onde de choc et les métastases de cette terrible tragédie feront encore des ravages pour bien longtemps (et peut-être même sans fin) dans toute la région des Grands Lacs africains, voire dans tout l'Est du continent.

II - Main basse sur les Etats et la Démocratie

*Un régime despotique ne
supporte la liberté qu'octroyée,
surveillée, contrôlée, fichée...*

François Mitterrand

*Si la question des Droits de l'Homme est
aujourd'hui posée, c'est parce qu'est
posée la question du totalitarisme.*

Gérard Soulier
écrivain

*Les Droits de l'Homme sont le passage obligé
pour toutes les forces qui luttent pour
la démocratisation et pour la résurgence de
la société civile absorbée par l'État.*

Abdenour Ali Yahia
Président de la Ligue Algérienne des Droits de l'Homme
non reconnue, 1988

Le Tiers Monde est un océan de caricatures d'Etats. Si ce n'est pas l'Etat famille-clan-boucherie-anti-nation en Afrique (où la caricature atteint le paroxysme jusqu'à disparition), c'est l'Etat-maffia-cocaïne-traffic international et/ou militaire pronunciamiento en Amérique latine et en Asie. Et le résultat est le même partout : sous-développement, violence politique endémique, misère chronique des peuples, patrimonialisation

de l'Etat et de tous ses organes, faillite, les pays et leur avenir sacrifiés, etc.

En paraphrasant Marie-Louise Etéki Otabela⁶, on pourrait dire "Misère et grandeur de la démocratie dans les États du Tiers Monde"⁷. Des pays et des peuples y sont soumis aux incroyables caprices de leurs dirigeants, souvent séniles, joignant à un arbitraire rétrograde une incapacité et une médiocrité criardes, mégalomanes et intolérantes, anti-patriotes et traîtres à leurs nations. Ils s'ingénient à détourner les citoyens de la politique et de toute réflexion sur les problèmes réels. Leurs partis uniques fournissent des thèmes vides et les coups d'État imaginaires servent à la pérennisation au pouvoir. Les citoyens ne sont là que pour obéir comme des moutons et servir de chair à canon.

Nos monarques assoiffés jusqu'à la folie du pouvoir, appliquent à la lettre ce jugement que l'on prête à de Gaulle : "*Les français sont des veaux*". Le pouvoir politique, pour eux, est sans limites (par exemple celles que pourraient imposer la réalité des principes ou des valeurs supérieures immanentes, ou d'autres contre-pouvoirs, syndicats, partis, presse). Ce désir cupide de pouvoir balaie tout devant eux, même s'ils continuent à parler de "démocratie" (à usage externe). Ils s'autoproclament monarques divins, maréchaux, empereurs, etc.

Au nom des principes républicains, l'État et ses dirigeants sont au service du pays et des citoyens avec l'administration et les hauts fonctionnaires. Pour ces monarques au contraire, tout est à leur service exclusif et ils en usent impunément ; l'Etat, ce sont eux et eux seuls.

Ils tirent leur pouvoir d'eux-mêmes, derrière une façade de fausses institutions démocratiques. Ils y sont aidés par des gens de leur clan et de leur ethnie, fiers et ravis d'être là, mais

6 - Marie-Louise ETEKI OTABELA, *Misère et Grandeur de la Démocratie au Cameroun*, Paris, l'Harmattan, 1987.

7 - "L'ÉVÈNEMENT DU JEUDI" Paris n° 245 du 13 juillet 1989, *La Grande Colère des peuples dans les États du Tiers Monde*

étroitement surveillés, et donc couchés et serviles. La police et l'armée transformées en milices privées, bien nourries et choyées, sont payées par l'argent du peuple ou celui qui est détourné des aides internationales "pour le développement". Ainsi peut-on se vanter de la stabilité politique du régime. Mais cela ne dure qu'un temps et tout peut s'écrouler, balayé comme un fétu de paille. Conscients de ce risque et ne voulant à aucun prix abandonner le pouvoir dans le processus de démocratisation, les présidents illégitimes d'Afrique organisent dans la précipitation aujourd'hui des élections farces gagnées d'avance comme par le passé (Côte d'Ivoire, Tunisie, Gabon, Cameroun, Kenya, Niger, Gambie, Tchad, etc).

En apparence, ou de face, il s'agit de vraies démocraties, que l'Occident hypocrite, cynique accepte. Mais, dans la réalité politique et quotidienne, on découvre tous les travers antidémocratiques : parodies et simulacres d'élections, corruptions et détournements comme système d'administration, tribalisme organisé⁸, les États terroristes, les armées antinationales, les assassinats politiques, la censure massue imbécile, l'impolitique, etc.

Il n'y a pas de débat libre, de confrontation, ni même de désaccords exprimés publiquement : qui n'est pas ouvertement avec nous est contre nous et devient un hors-la-loi, ennemi à éliminer physiquement sans autre forme de procès ou à exiler à vie. Beaucoup de leaders ou d'intellectuels en ont fait l'amère expérience : Ben Barka au Maroc, Aung San Suu Kyi en Birmanie, Fong Lizhi en Chine, Joseph Tchoungang-Pouémi et Mongo Beti au Cameroun, L. Gbagbo, historien ivoirien, Nelson Mandela et ses combattants de la liberté en Afrique du Sud d'apartheid. Chaque régime du Tiers Monde a son Alexandre Sakharov ou son Lech Walesa, mais malheureusement mort ou emprisonné et l'Occident en général et les ex-puissances coloniales en particulier, soutiennent ouvertement ou discrètement les dictateurs en place. La

8 - Ce que l'hebdomadaire parisien "JEUNE AFRIQUE" appelle *Le diptyque corruption-tribalisme* J.A. n° 1437, p.3

balance commerciale et les amitiés honteuses passent avant les droits de l'homme, la liberté et la démocratie. On ne pensait pas dans nos pays que démocraties établies signifiaient cynisme, honte et lâcheté.

Dans une vraie démocratie, la liberté et la pluralité des opinions, politiques ou autres, sont fondamentales. Dans le Tiers Monde, il ne peut y avoir que l'opinion du monarque et du parti unique. Malheur à ceux qui ne sauraient pas magnifier le pouvoir⁹, comme à tout mouvement culturel qui oserait se proclamer nationaliste! Ils encourraient de graves accusations, l'arrestation, l'exil. Le gouvernement s'installe dans la médiocrité, la corruption, et la décadence. Les régimes à religion d'État sont pires encore, dans un obscurantisme politico-réligieux proprement imbécile comme on le voit au Moyen-Orient aujourd'hui.

La jeunesse et l'intelligentsia sont sacrifiées au propre, ou vouées à l'exil ; on trouve aujourd'hui de nombreux professeurs, ingénieurs, médecins du Tiers Monde dans les pays démocratiques d'Occident. Il ne s'agit pas seulement de problème de salaires, mais d'hostilité affichée dans leur pays qui va ainsi condamner les populations à l'ignorance et à l'obscurantisme. Pour les exilés, c'est une question de vie ou de mort. Cet exil forcé est donc un des péchés fondamentaux du Tiers Monde. Comme tous les meilleurs s'en vont, on se rabat sur les moins mauvais parmi ceux qui restent. La médiocrité conduit ainsi inéluctablement à un perpétuel sous-développement avant l'effondrement comme l'ex-URSS vient de le montrer.

Mais on ne peut pas indéfiniment tricher et dévoyer la démocratie. On ne peut travestir perpétuellement des valeurs comme la liberté, les droits de l'homme, la liberté de la presse, l'humanisme. N'en déplaise aux acolytes irréductibles du nazisme et du fascisme. Nous sommes des pays "*en voie de sous-développement et de destruction*", selon la formule de

9 - Jean-Jacques WALTER, *Les machines totalitaires*, Paris, Denoël, 1982.

Gilbert COMTE, *Ces machines à écraser les peuples* in *Le Monde* du 11 août 1982.

René Dumont (toujours interdit de séjour encore aujourd'hui dans certains pays d'Afrique). Les monnaies nationales ne contrôlent pas la gestion de ce qui les remplace. Il vaut donc mieux parler d'autonomie interne, mais on ne pouvait pas évoquer un acte historique, un discours officiel à l'origine de la création du pays. Certains dirigeants actuels étaient même des opposants à l'indépendance lors de la fondation des États post autonomie. Ils prennent maintenant un visage démocratique, en réalité ce sont des dictateurs sanguinaires, des hommes de l'étranger, travaillant en mercenaires.

Un déséquilibre s'observe aussi dans la répartition des richesses : elles sont réservées à quelques-uns, à côté d'océans de pauvreté. On entretient et aggrave la fracture sociale héritée de la colonisation directe. Un État qui ne recherche pas le bonheur de tous, mais celui d'une poignée d'individus gangsters et/ou maffiosis, n'est pas digne de ce nom. À sa place on trouve une fausse structure officielle, dont les détenteurs se conduisent non en chefs de gouvernement¹⁰, mais en vulgaires chefs de bandes.

Dans le Tiers Monde, les sept péchés capitaux sont :

1/ le monopartisme, absence de pluralisme, parti unique; et même encore aujourd'hui il y a un monopartisme de fait dans nombre de nos pays (Mexique, Sénégal, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Tunisie, Cameroun, etc.) ; croire qu'il a disparu aujourd'hui est illusoire, complaisant.

2/ la politique du pire dans les affaires : on fait n'importe quoi, n'importe comment, comme des gens irréflectis ou des mercenaires ;

3/ le mariage du népotisme et du tribalisme avec la corruption organisée préparant à des tragédies comme au Rwanda et au Burundi ;

10 - Yves BENOT, *Indépendances africaines, Idéologies et Réalités*, 2 volumes, Paris, Maspéro, 1975.

René DUMONT, *L'Afrique est mal partie*, Paris, Seuil, 1986.

Mohamed M'ZALI (ancien Premier ministre et énième dauphin malheureux de Bourguiba, ancien président à vie de la Tunisie), *Lettre ouverte à Habib Bourguiba*, Paris, Alain Moreau, 1987.

- 4/ l'intolérance politique et sociale cruelle;
- 5/ les détournements des fonds et des services publics récompensés par des promotions;
- 6/ l'accaparement politique et économique des États pratiquement tous tribaux et terroristes ;
- 7/ la mégalomanie et les dépenses de prestige personnel dont le record est détenu par les Ivoiriens, les Gabonais, les Zaïrois, les Nigériens et les Camerounais.

Tout concourt à ce que nos pays pâtissent, se dégradent et se sous-développent indéfiniment face à des gouvernants irresponsables, indignes, liberticides et fossoyeurs incurables. C'est du crétinisme politique absolu.

III - Les gouvernants : des fossoyeurs par vocation

*Mieux vaut sous une dictature tuer ses
père et mère que de mal penser. Parler, écrire,
agir contre le Pouvoir personnel constitue un
crime majeur dont le jugement illico ne peut
qu'être expéditif et le châtement exemplaire.
Qui est ennemi du Prince se déclare ennemi
donc de l'État. L'opposition devient subversion,
le citoyen sujet, et le chef de l'État
monarque... absolu.*

François Mitterrand

*La finalité des Droits de l'Homme n'est pas de
résoudre tous les problèmes posés en société;
elle est d'empêcher que ces problèmes soient posés sans les
hommes et résolus contre eux. Les Droits de l'Homme sont
d'essence politique. Ils participent du politique mais ils ne sont
pas toute la politique; ils ont justement pour objet
d'empêcher que la politique soit un tout, monolithique,
entièrement confondu avec le pouvoir.
Ils appartiennent aux hommes non aux États, non aux
appareils d'État. Ce sont les moyens de résistance
au pouvoir et d'intervention dans la politique,
propres à faire obstacle à la domination totale
de l'État sur la société civile.*

Gérard Soulier
Ecrivain

“Mieux vaut, sous une dictature, tuer ses père et mère que de mal penser”¹¹.

Ces mots de François Mitterrand rendent exactement le sens des États du Tiers Monde et de leurs gouvernants, surtout en Afrique.

Le peuple gêne nos présidents, qui n’y voient qu’un décor dans ce théâtre où se cachent les monstres du pouvoir personnel.

La démocratie, même élémentaire, suppose un débat non pas interne, mais avec une opposition qui peut et doit penser différemment. Nos gouvernants confondent celle-ci avec un ennemi mortel et passent à l’action sans la moindre hésitation.

Quelle que soit leur idéologie, ils sont tous incapables d’assurer à leur pays un développement politique, économique et culturel¹². Ils règnent par la terreur et la violence systématiques avec l’aide d’une poignée d’individus qui se sont approprié tout le pouvoir, l’État et l’administration. C’est une véritable mafia.

Dans les États démocratiques du type classique, il existe aussi des signes d’un élitisme politique, mais ils n’affectent qu’une partie de la population, avec des possibilités d’interpénétration. Rien de tel dans nos pays où tout est verrouillé. Comme l’écrit Jacques Julliard¹³, “*Quand les mêmes hommes possèdent le pouvoir de faire la loi et de l’appliquer, d’impulser l’économie et de définir les normes*

11 - François MITTERRAND, *Coup d’État permanent*, Paris, Plon, 1964.

Un livre qui en son temps mettait à nue la Ve République française en laquelle il n’y avait pas que du mauvais et d’anti-démocratie. On aimerait savoir si l’auteur de l’ouvrage appliquant aujourd’hui cette même constitution depuis 1981, a changé d’avis.

12 - Nos gouvernants, nos régimes (surtout en Afrique) pervertissent et singent à la fois et le capitalisme et le communisme ou le socialisme. Ils sont souvent incapables de se situer eux-mêmes. Surtout aujourd’hui après la fin des systèmes communistes et les systèmes capitalistes fortement malmenés par la récession mondiale.

13 - Jacques JULLIARD, *Oligarchie française*, Paris in “Le Nouvel Observateur”, n° 1252 du 3 novembre 1988, p.25.

François MITTERRAND, *Coup d’État permanent*, Paris, Plon, Paris, 1964.

culturelles, toute liberté tend à disparaître". Dans nos États, c'est la confiscation permanente du pouvoir, pour le malheur des peuples¹⁴. La formule du développement lié à l'unité nationale n'est qu'un prétexte pour confisquer à vie le pouvoir. Les partis uniques-Etat ont fait plus de tribalisme et de divisions que n'importe quelle autre forme d'organisation politique dans l'histoire de nos pays où la jouissance du pouvoir dépasse en abus et en ridicule tout ce qu'on peut imaginer¹⁵. Louis XIV (alias Roi-Soleil) lui-même serait un démocrate et un plaisantin.

Nos gouvernants s'ingénient à faire sans cesse des erreurs, à tuer dans l'oeuf tout réflexe de liberté ou de pensée libre. Ils retirent au peuple toute possibilité d'exercer sa souveraineté. Ils détournent systématiquement les deniers publics¹⁶ sur des comptes secrets placés à l'étranger, avant de procéder à des exécutions sommaires (voire des massacres) sous prétexte de coups d'État imaginaires¹⁷. Malgré cet avis de Taine, qui jugeait indispensable l'existence d'un gouvernement, on pourrait supprimer les nôtres et on ne s'en porterait pas plus mal.

14 - Frantz FANON, *Les Damnés de la terre*, Paris, Gallimard, 1991.

15 - Françoise GIROUD (Ancienne Secrétaire d'État français et journaliste), *La comédie du pouvoir*, Paris, L.G.F., 1979.

Bernard GUETTA, *La comédie du pouvoir à Moscou*, in le Monde du 24 avril 1988

R.G. SCHWARZENBERG, *L'État spectacle*, Paris, Flammarion, 1977.

16 - Provenant soit de multiples impôts obligatoires et fantaisistes (ressemblant plus à des dîmes seigneuriales qu'à des impôts), soit de diverses autres sources de recettes de l'État patrimonialisé tel que le pétrole par exemple, soit et surtout, de l'aide internationale au développement. Des présidents africains en particulier se comportant comme des mercenaires, sont capables de vendre même le territoire de leurs pays avec des habitants, pour mettre les recettes ou le produit de la vente sur des comptes numérotés en Suisse..

17 - Tels que les cas suivants :

1. Affaire NDOGMO du Cameroun en 1970-71 éloquentement expliquée par l'écrivain camerounais Mongo BETI dans *Main basse sur le Cameroun*, Paris, Maspéro, 1972.

2. Affaire plus récente du Chinois Fang LIZHI avec le sanglant (le plus sanglant depuis la lutte de libération par Mao Tsetoung, 1949), "printemps de Pékin" en 1989. Voir :

- Francis DERON, *Chine survivre par les purges* in Le Monde du 27 juin 1989, p.1

- L'Express, Paris n° 1979 du 9 juin 1989, Chine...

Grande enquête sur le sanglant printemps de Pékin.

La nature ultra policière des régimes en place ne peut que conduire à un contrôle absolu, même des gestes quotidiens de tous les citoyens. Du Chili de Pinochet à la Chine en passant par la Guinée Équatoriale, le Kenya, la Birmanie ou le Cameroun.

Dans un État moderne, les citoyens peuvent encore rêver ; les peuples du Tiers Monde eux n'ont même plus le droit aux rêves, car les gouvernements sont incapables de remplir leurs tâches, de gérer en vrais responsables et de rechercher le bonheur des populations. Au contraire, les gouvernants ne travaillent que pour leur petit groupe, familial ou tribal, ou pour leur cour.

La vraie politique démocratique, ce n'est pas l'affrontement physique, mais celui des idées, des programmes, des objectifs, qui est totalement absent ici. On ne conçoit même pas un changement des individus au pouvoir. Ignorant systématiquement les valeurs démocratiques universelles, ils ne reculent devant rien pour se maintenir en place. Le régime communiste chinois, encombré de vieillards séniles, a donné au printemps 1989 une tragique illustration de ce système. Les militaires putschistes birmanes et nigériens ont fait de même. La raison d'État, déjà contestable en démocratie est ici une criminelle hypocrisie, une prime aux crimes d'État. Dans nos pays, les lois que promulguent nos gouvernants ne génèrent aucun bien-être, mais le désordre permanent, le crime, le malheur.

Nos gouvernements sont illégitimes, puisqu'ils ne sont pas le résultat d'une délégation régulièrement consentie par leur peuple bâillonné et replié sur lui-même, pour tenter de subsister sans encourir leurs foudres. Lorsqu'ils s'effondrent, ces gouvernements anti-peuples naturellement ou brutalement par coups d'État, les langues se délient, au moins jusqu'à ce que le nouveau maître reprenne à son compte les mêmes méthodes.

Une fois les liesses populaires satisfaites et les revendications présentées, tout comme ce fut le cas avant l'effondrement du communisme en Europe, les nouveaux

gouvernants retombent très vite dans les mêmes ornières. Ainsi de suite sans fin.

L'une des preuves de la confusion entre le parti unique et l'État, c'est l'existence des apparatchiks et autres membres influents du parti souvent rétribués par le Trésor Public comme des fonctionnaires à part entière, même à des salaires plus élevés.

Les promotions politiques et sociales tiennent officiellement compte des subversions, corruptions et détournements opérés sur les recettes de l'État (douanes, impôts et taxes divers) ou sur l'aide internationale.

Le trésor public est une aubaine pour les personnalités des partis uniques toujours bien traitées, ainsi que les gens de l'ethnie et de la familles¹⁸ du tyran en place au détriment de la gestion de l'État ou de l'intérêt général du pays. Ce n'est pas une fatalité si les États africains par exemple sont tous aujourd'hui en faillite.

Un changement est-il possible ? Il ne faut pas se faire d'illusion sur une éventuelle volonté d'opérer des changements dans cette situation, particulièrement en Afrique, cette Afrique que les gouvernants fossoyeurs suicident littéralement, cette Afrique à la dérive. Au propre.

18 - Pascal KOFFI TEYA, *Côte d'Ivoire : Le roi est nu*, Paris, L'Harmattan, 1984

Robert DAHL, *Qui gouverne?* Paris, Armand Colin, 1971.

Raymond ARON, *Études sociologiques*, Paris, P.U.F, 1988.

IV- La présidentiamanie

*Tout serait perdu si le même homme exerçait les trois pouvoirs
: celui de faire des lois, celui d'exécuter les résolutions
publiques et celui de juger les crimes ou les différends des
particuliers.*

Montesquieu

Il existe, dans les États du Tiers Monde et surtout en Afrique, un véritable culte du président, de sa personne. Le président-dieu autoproclamé est devenu une institution qui donne lieu à l'incurie généralisée et aux abus les plus scandaleux érigés en mode essentiel de gouvernement, avec toutes ses néfastes conséquences. Il est à la fois chef de gang, monarque absolu et tyran.

Nos régimes présidentiels, ou plutôt "présidentialistes" ne sont qu'une vulgaire parodie de ce que devrait être un régime de cette nature (qui comporte avant tout un équilibre entre les principaux pouvoirs ou organes de pouvoir d'un véritable État démocratique)¹⁹. Les gouvernants ne sont ici que de grossières caricatures de ce qui existe dans les États dignes de ce nom. L'objectif premier des responsables du pouvoir doit être le bonheur, l'efficace progrès socio-économique, ainsi que la bonne santé, physique et politique de la population. Nous vivons exactement le contraire de tout cela dans nos pays exsangues sous la botte des dictateurs fous.

Certains esprits complaisants à l'extérieur, veulent voir dans les régimes africains en particulier des structures simplement

19 - Richard MOULIN, *Le Présidentialisme et la classification des régimes politiques*, Paris, L.G.D.J. 1978.

autoritaires ou autocratiques, (d'où le non classement dans les dictatures sans doute) alors que nous avons affaire à de véritables systèmes totalitaires, coiffés simplement de "présidentialisme" absolu et dictatorial conduisant inéluctablement ces pays à la catastrophe. L'on connaît les tragédies haïtienne, rwandaise, libérienne, somalienne, etc. L'on sait ce qui s'est passé en Côte d'Ivoire pendant et après Houphouët-Boigny. L'on connaît l'enfer équato-guinéen, tchadien, zaïrois ou camerounais.

Nos présidents ont adopté pour eux cette notion monarchique du "roi qui ne meurt jamais"²⁰. Et pourtant s'ils se prennent chez eux pour des divinités, ils ne sont en réalité que de minables pions dans le jeu international, reçus à l'étranger comme de vulgaires visiteurs. Ils se vengent alors chez eux en régnant en maîtres absolus et bourreaux des peuples, au Nigeria, en Indonésie, au Soudan, au Zaïre devenu ou redevenu depuis mai 1997 République démocratique du Congo, en Birmanie, etc..

On estime généralement que tout pouvoir, par nature, s'étend au détriment des individus-sujets. C'est plus grave encore dans le Tiers Monde où il écrase tous les citoyens, étend son emprise sur tout le pays et sur l'espace national. Ainsi, Somoza (avec sa famille) avait monopolisé la moitié de toutes les richesses du Nicaragua. Il en été de même pour Marcos aux Philippines, ainsi qu'à Haïti, au Malawi, en Côte d'Ivoire, etc.

Dans les États modernes, même les plus démocratiques, on a à la tête du pays des personnalités éminentes, qui se rapprochent des monarques traditionnels des siècles antérieurs, d'où les formules de "monarchies électives" à la française, "rois élus"²¹, que l'on trouve dans la presse ou dans les traités

20 - E. KANTOROWICZ et E. GIESEY, *Le roi ne meurt jamais ou Cérémonial et puissance souveraine*, Paris, Armand colin, 1987.

21- Le POINT n° 844 du 22 novembre 1988, Mitterrand *Le roi et la cour*.

Le MEILLEUR Paris, n° 1577 du 26 nov. 1988, *Le Président se prend-il pour un roi?*

Le CANARD ENCHAINE, (Dossiers n°1) Paris, *Giscard ou la Monarchie contrariée*.

J. Denis BREDIN, *L'élection du roi* in *Le Monde* du 18 nov. 1980.

Jérôme GARCIN, *Mitterrand, Fondé de pouvoir* in EDJ n° 263 du 16 nov. 1989.

Marc PAILLET, *Les Hommes du pouvoir ou les nouveaux féodaux*, Paris, Denoël, 1986.

- "LE MONDE" du 20 mars 1990, p.29 à 35, *Afrique, monnaies, et matières premières : des chimères.*
- MASUREL (E.), *L'Année 1989*, in "Le Monde" Folio Actuel, Paris, 1990.
- PARINGAUX (R.P.) *Afrique : Le retour du Peuple?* In "Le Monde" du 13 mars 1990, p.25.
- PERRIN (J.), *Les transferts de technologies*, Paris, La Découverte/ Maspero, 1983.
- "POUVOIRS", (Revue) n° 52/90 : *Démocratie*, Paris, P.U.F/CNRS, 1993.
- SOYINKA (W.) *Ibadan, les années pagaille*, Arles, Actes Sud, 1997.
- TOURAINÉ (A.), *Qu'est-ce que la démocratie ?*, Paris, Fayard, 1994.
- TETEVİ (G), TETE ADJALOGO, *La Question du Plan Marshall en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1989.
- TSHIYEMBE (M.), *L'Etat post-colonial : facteur d'insécurité en Afrique*, Paris, *Présence Africaine*, 1997.
- ZIEGLER (J.), *La terre qu'on a ou luttes et défaites du Tiers Monde*, Paris, E.D.I., 1989.



